



Mondragon
commune du Vaucluse

Mairie de MONDRAGON – 84 (VAUCLUSE)

R.O.B

Rapport d’Orientation Budgétaire

2026

Situation budgétaire au 5 janvier 2026

SOMMAIRE

INTRODUCTION	
PRÉSENTATION DU BUDGET COMMUNAL	Pages 1 et 2
LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE	Pages 3 et 4
LES DISPOSITIONS DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2026	Pages 5 à 15
BUDGET DE LA COMMUNE	Pages 6 à 35
COMPTE ADMINISTRATIF SIMPLIFIÉ 2025	Pages 6 à 18
SECTION FONCTIONNEMENT 2025/ RÉALISÉ / DÉPENSES	Pages 19 à 21
SECTION FONCTIONNEMENT 2025/ RÉALISÉ / RECETTES	Pages 22 et 23
SECTION INVESTISSEMENT 2025/ RÉALISÉ / DÉPENSES	Pages 24 et 25
SECTION INVESTISSEMENT 2025/ RÉALISÉ / RECETTES	Pages 25 à 27
ÉTAT DE LA DETTE	Pages 28 à 30
SECTION FONCTIONNEMENT PERSPECTIVES 2026 / DÉPENSES	Pages 31 et 32
SECTION FONCTIONNEMENT PERSPECTIVES 2026 / RECETTES	Page 33
SECTION INVESTISSEMENT PERSPECTIVES 2026 / DÉPENSES	Pages 34 et 35
SECTION INVESTISSEMENT PERSPECTIVES 2026 / RECETTES	Page 35
BUDGET ANNEXE SÉNIORIALE	Pages 36 à 42
COMPTE ADMINISTRATIF 2025 SIMPLIFIÉ	Page 37
ÉTAT DE LA DETTE	Page 38
SECTION FONCTIONNEMENT PERSPECTIVES 2026 / DÉPENSES ET RECETTES	Pages 39 et 40
SECTION INVESTISSEMENT PERSPECTIVES 2026 / DÉPENSES ET RECETTES	Pages 41 et 42
BUDGET ANNEXE ASAINISSEMENT	Pages 43 à 50
COMPTE ADMINISTRATIF 2025 SIMPLIFIÉ	Page 44
ÉTAT DE LA DETTE	Page 45
SECTION FONCTIONNEMENT PERSPECTIVES 2026 / DÉPENSES	Pages 46 et 47
SECTION FONCTIONNEMENT PERSPECTIVES 2026 / RECETTES	Page 48
SECTION INVESTISSEMENT PERSPECTIVES 2026 / DÉPENSES	Pages 49 et 50
SECTION INVESTISSEMENT PERSPECTIVES 2026 / RECETTES	Page 50
BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT LES TERRASSES DE PEYRAFEUX	Pages 51 à 56
COMPTE ADMINISTRATIF 2025 SIMPLIFIÉ	Page 52
SECTION FONCTIONNEMENT PERSPECTIVES 2026 / DÉPENSES ET RECETTES	Pages 53 et 54
SECTION INVESTISSEMENT PERSPECTIVES 2026 / DÉPENSES ET RECETTES	Pages 55 et 56
ANNEXES	Pages 57 à 60
ÉTAT DES INDEMNITÉS DES ÉLUS POUR L'ANNÉE 2025	Page 57
ÉTAT DES INDEMNITÉS DES ÉLUS POUR LE PREMIER TRIMESTRE 2026	Page 58
RESTES À RÉALISER 2025 EN DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	Page 59
RESTES À RÉALISER 2025 EN RECETTES D'INVESTISSEMENT	Page 60

INTRODUCTION

Comme chaque année depuis 2009, dans les communes de 3500 habitants et plus, et en application de l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal est invité à tenir son Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) afin d'engager une discussion autour des orientations qui présideront à l'élaboration du prochain Budget Primitif.

Bien que la tenue d'un tel débat soit prescrite par la loi (article L 2312-1 et suivants du CGCT), ce dernier n'est pas sanctionné par un vote et il ne présente pas de caractère décisionnel.

Il doit cependant faire l'objet d'une délibération et **avoir lieu dans les deux mois précédant le vote du Budget primitif.**

Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations claires et lisibles, ce rapport doit être accessible de manière dématérialisée, site internet de la collectivité, dans un délai d'un mois après son adoption (Décret 2016-834 du 23 juin 2016).

Il est transmis au Président de la Communauté de Communes dans les quinze jours qui suivent sa tenue (Décret 2016- 841 du 24 juin 2016).

Le compte de gestion, le compte administratif, le budget primitif principal de la commune ainsi que les budgets annexes (assainissement, lotissement et sénioriale) seront soumis à approbation au conseil municipal en date du

LUNDI 2 MARS 2026

Afin d'alimenter le débat, le présent document présentera successivement :

- Un rappel sur la présentation du budget communal,
- Le contexte institutionnel, les perspectives économiques nationales,
- Les éléments budgétaires de la commune de MONDRAGON.

PRÉSENTATION DU BUDGET COMMUNAL

Préparé par l'exécutif et approuvé par l'assemblée délibérante de la collectivité locale, le budget est l'acte qui prévoit et autorise les recettes et les dépenses d'une année donnée.

Acte prévisionnel, il peut être modifié ou complété en cours d'exécution par l'assemblée délibérante par décisions modificatives.

D'un point de vue comptable, le budget se présente en deux parties, une section de fonctionnement (ou exploitation selon les budgets) et une section d'investissement.

Chacune de ces sections doit être présentée en équilibre, les recettes égalent les dépenses.

Schématiquement, la section de fonctionnement retrace toutes les opérations de dépenses et de recettes nécessaires à la gestion courante et régulière de la commune.

Par exemple, en dépenses, ce sont les dépenses nécessaires au fonctionnement des services de la commune, comme les frais de personnel et les indemnités des élus, les charges à caractère général (fluides, achats de fournitures, etc..) les frais financiers (intérêts d'emprunts), les contributions aux organismes de regroupement (syndicats, SDIS, etc...) ainsi que les dotations aux amortissements obligatoires.

En recettes, ce sont les produits locaux (services en régie), les atténuations de charges (remboursement des charges des personnels en congés maladie...), les recettes fiscales, les dotations de l'État et les participations provenant d'autres organismes (CD84, CAF, SDEI, SA PRADIER CARRIERE, SFR, etc.) ou encore les revenus des immeubles.

L'excédent des recettes par rapport aux dépenses de l'année précédente, dégagé par la section de fonctionnement, est utilisé en priorité au remboursement du capital emprunté, le surplus constituant l'autofinancement qui permettra d'abonder le financement des investissements prévus.

Cet excédent alimente la section d'investissement en recettes.

La section d'investissement présente les programmes d'investissement nouveaux ou en cours.

Elle retrace les dépenses et les recettes ponctuelles qui modifient la valeur du patrimoine.

On retrouve dans les dépenses, notamment, le remboursement du capital emprunté, les acquisitions immobilières, les travaux nouveaux.

Parmi les recettes d'investissement, on retrouve les subventions d'investissement, la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) le cas échéant, les emprunts, le produit des cessions de biens, le FCTVA, les taxes d'urbanisme (taxe d'aménagement), ainsi que des opérations d'ordre relatives aux amortissements de biens (dont le montant est reporté en recettes de fonctionnement).

Commune de Mondragon

La section d'investissement est par nature celle qui a vocation à modifier ou enrichir le patrimoine de la collectivité.

Pour financer les dépenses d'investissement la collectivité peut avoir recours à :

- des subventions d'équipements qui couvriront au maximum 80% des dépenses HT,
- des emprunts,
- l'autofinancement par le transfert de l'excédent de fonctionnement vers la section d'investissement.

Pour rappel, en vertu du principe de l'unité de caisse, la commune de Mondragon dispose **d'un budget principal et de 3 budgets annexes : l'assainissement, le lotissement Peyrafeux et la sénioriale.**

Le CCAS dispose, quant à lui, d'un budget indépendant.

LE CONTEXTE ECONOMIQUE

1.1. Le contexte socio-économique mondial et européen

Monde : la croissance mondiale résiste malgré de multiples chocs

Pour les deux prochaines années, nous prévoyons une croissance mondiale en léger ralentissement, à 2,9 % en 2025 et 2,8 % en 2026, après 3,0 % en 2024. Cela reste une performance remarquable alors que l'activité fait face à de nombreux chocs, à commencer par les droits de douane de l'administration américaine.

Aux États-Unis, l'activité ralentirait à 1,8 % en 2025 et 2026, après 2,8 % en 2024, un rythme qui reste élevé. En zone euro, la croissance est attendue à 1,3 % cette année et serait quasi inchangée en 2026 (1,2 %), même si celle-ci ferait face à des forces contraires (relance de l'investissement en Allemagne, impact négatif des droits de douane). Au Royaume-Uni, la croissance serait proche de celle observée en zone euro (1,4 % en 2025 et 1,2 % en 2026). En Chine, l'activité resterait autour de 5 % (5 % en 2025 et 4,8 % en 2026), malgré les droits de douanes US.

Côté politique monétaire, la Fed poursuivrait son cycle de baisses de taux, tandis que la BCE s'arrêterait à 2 %. La BCE considère qu'elle est « bien positionnée » pour faire face aux différents chocs, ce qui justifie un statu quo à 2 %. La Banque d'Angleterre continuerait son cycle de baisse de taux mais à un rythme prudent compte tenu d'une inflation toujours élevée. Aux États-Unis, la Fed a commencé son cycle de baisses de taux en septembre 2025 et celui-ci se poursuivrait jusqu'en avril 2026 pour un taux terminal à 3 % (borne haute des taux Fed Funds) sur fond de ralentissement du marché du travail et malgré des risques inflationnistes liés aux droits de douane. A rebours, la Banque du Japon augmenterait une dernière fois ses taux en décembre 2025, à 0,75 %.

Les risques sur la croissance mondiale demeurent élevés. Les effets de la hausse des droits de douane ne sont pas encore pleinement ressentis et les tensions géopolitiques avec la Russie et au Moyen-Orient demeurent élevées. A l'inverse, une détente sur les droits de douane, la relance allemande et le virage de la défense en Europe constituent des relais de croissance qui pourraient être supérieurs à nos attentes.

Zone euro : une croissance en ordre dispersé Scénario de croissance :

La croissance en zone euro s'établirait à 1,3 % en 2025 puis 1,2 % en 2026 après 0,8 % en 2024. Une partie de la bonne performance de la croissance en zone euro traduit une anticipation des droits de douanes US, avec une forte hausse des exportations de biens européens vers les États-Unis au 1er semestre 2025.

La croissance européenne est tirée par les pays du Sud de l'Europe avec une croissance attendue à 2,9 % en Espagne. La croissance française résiste malgré l'incertitude politique (+0,9 %), alors que l'activité reste faible en Allemagne (0,3 %) et en Italie.

L'année prochaine, la croissance allemande redémarrerait (+1,3 %) sous l'effet d'un plan de relance massif, qui bénéficierait à l'ensemble de la zone euro.

Inflation :

L'inflation resterait en moyenne légèrement au-dessus de la cible de la BCE cette année, à 2,1 %, avant de fléchir plus nettement l'année prochaine à 1,7 %, sous les effets cumulés de l'appréciation de l'euro et de la baisse des prix du pétrole et du gaz. L'inflation hors énergie et alimentation resterait un peu supérieure à 2 %, avec une inflation des services toujours élevée dans certains pays et notamment en Allemagne où le salaire minimum est attendu en hausse de 14 %.

1.2. Le contexte socio-économique de la France

Croissance : nos prévisions anticipent une croissance de 0,9 % en 2025 et 1,0 % en 2026.

La croissance française a été particulièrement dynamique au 3ème trimestre 2025 (+0,5 % T/T) notamment grâce à la bonne performance des points forts de l'économie française, à commencer par l'aéronautique dont le rythme des livraisons continuerait d'augmenter au cours des prochains trimestres. L'incertitude politique, qui a coûté 0,2 à 0,3 point de pourcentage de croissance en 2025, continuerait à freiner la reprise en 2026, en particulier la consommation des ménages et l'investissement des entreprises.

Inflation : nous prévoyons une inflation (IPCH) de 1,0 % en 2025 et de 1,7 % en 2026, après 2,3 % en 2024.

L'inflation française est la plus faible de la zone euro (à l'exception de Chypre), celle-ci ayant été tirée à la baisse par la baisse des prix des tarifs réglementés de l'électricité de 15 % en février 2025. L'inflation française resterait modérée en 2026, ce qui s'explique par

- la baisse des prix du pétrole et du gaz et l'appréciation de l'euro,
- la modération des salaires dans un contexte de ralentissement de l'emploi et de croissance légèrement sous le potentiel.

- Source : Support à la préparation de votre Débat d'orientation budgétaire 2026 de la Caisse d'Epargne

LES DISPOSITIONS DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2026

Le dossier de presse présentant le projet de loi de finances pour 2026, détaille les objectifs budgétaires, la maîtrise des dépenses publiques, et les mesures pour redresser les comptes sociaux tout en soutenant les priorités stratégiques du pays.

Solde Public et Objectifs Budgétaires : En 2026, le solde public est prévu à -4,7 % du PIB, avec un objectif de réduction à moins de 3 % d'ici 2029.

Le déficit public s'améliore de +0,6 point par rapport à 2025.

- Le plan vise à financer des priorités stratégiques, préserver le modèle social et restaurer des marges budgétaires.
- L'ajustement budgétaire repose principalement sur la maîtrise des dépenses publiques, représentant deux tiers de l'effort total.

Maîtrise des Dépenses de l'État : Le budget 2026 prévoit une baisse des dépenses des ministères, tout en maintenant le financement des priorités.

- Les dépenses des ministères baisseront en valeur, excluant les charges de la dette et l'effort de réarmement.
- Une augmentation de +6,7 Md€ pour la Défense est prévue, en réponse à un contexte géopolitique tendu.
- Des mesures de contrôle des dépenses des opérateurs et des agences seront mises en place.

Redressement des Comptes de la Sécurité Sociale : Le déficit de la Sécurité sociale doit être réduit à 17,5 Md€ en 2026, avec un retour à l'équilibre prévu pour 2029.

- Les recettes de la Sécurité sociale devraient augmenter de 2,5 % en 2026 (+16,3 Md€).
- Les dépenses seront contenues à +1,6 % (+10,8 Md€).
- L'objectif national de dépenses d'assurance-maladie est fixé à 270,4 Md€, en hausse de 1,6 %.

Participation des Collectivités Territoriales : Les collectivités territoriales contribueront à l'effort de redressement des comptes publics.

- Les dépenses de fonctionnement des collectivités locales augmenteront de 2,4 Md€.
- Un fonds de sauvegarde sera mobilisé pour soutenir les départements fragiles.
- Un chantier de simplification normative sera lancé pour réduire le poids des normes.

Effort de Justice Sociale et Fiscalité : Le budget 2026 inclut des mesures fiscales ciblées pour les contribuables les plus riches.

- Un effort supplémentaire de 6,5 Md€ sera demandé aux contribuables les plus fortunés.
- Une surtaxe exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises sera prolongée.
- Les barèmes de l'impôt sur le revenu et de la CSG resteront inchangés pour un rendement de 2,2 Md€.

Lutte Contre la Fraude Fiscale : Le renforcement des dispositifs de lutte contre la fraude est une priorité pour préserver les finances publiques.

- Des mesures seront mises en place pour lutter contre la fraude fiscale, sociale et douanière.
- Le projet de loi de lutte contre les fraudes sera déposé en parallèle des textes financiers.
- Des effectifs supplémentaires seront affectés à la lutte contre la fraude.

Évolution des Dépenses Publiques : Les dépenses publiques devraient atteindre 1 725 Md€ en 2026, avec une augmentation modérée.

- Les dépenses de l'État et des opérateurs s'élèveront à 683 Md€ en 2026.
- Les dépenses des administrations de sécurité sociale atteindront 808 Md€.
- La progression des dépenses sera limitée à +0,6 % en volume.

Évolution des Dépenses Publiques en 2026 : Les dépenses publiques devraient connaître une légère baisse en 2026, tout en maintenant un équilibre avec les recettes.

- Les dépenses de fonctionnement des collectivités locales augmenteraient de 2,4 Md€ en 2026, soit +1% en valeur.
- Les dépenses d'investissement local se replieraient modérément, en lien avec le cycle électoral.
- Le ratio de dépense publique (hors crédits d'impôts) reculerait à 56,4% du PIB en 2026.
- Les dépenses publiques primaires s'élèveraient à 1 705 Md€ en 2026, avec une hausse des administrations publiques centrales à 621 Md€.

Recettes et Fiscalité en 2026 : Le projet de loi de finances prévoit un effort fiscal ciblé sur les contribuables les plus riches pour soutenir les finances publiques.

- Un effort supplémentaire de 6,5 Md€ sera demandé aux contribuables les plus fortunés, incluant une taxe sur le patrimoine financier et un impôt complémentaire sur les hauts revenus.
- La surtaxe exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises sera prolongée, générant 4 Md€.
- La rationalisation des niches fiscales et sociales devrait rapporter près de 5 Md€.

Priorités Budgétaires et Investissements : Le budget 2026 met l'accent sur la défense, l'éducation et la transition énergétique.

- Le budget de la Défense augmentera de 6,7 Md€, permettant la modernisation des forces armées.
- Le budget de l'Éducation nationale connaîtra une hausse de 0,2 Md€ pour soutenir la réforme du recrutement des enseignants.
- Des investissements seront également réalisés pour la transition énergétique, notamment pour la décarbonation des sites industriels.

Réduction du Déficit de la Sécurité Sociale : Le déficit de la sécurité sociale devrait diminuer en 2026, bien qu'il reste élevé.

- Le déficit passera de 23 Md€ en 2025 à 17,4 Md€ en 2026.
- Les dépenses de santé augmenteront de 1,6%, avec un objectif de régulation des coûts.
- Les prestations sociales seront maintenues au niveau de 2025 pour freiner l'évolution des dépenses.

Soutien aux Collectivités Territoriales : Les collectivités territoriales seront impliquées dans l'effort de redressement des comptes publics.

- Les recettes des collectivités devraient progresser de 2,0% en 2026, atteignant 155 Md€.
- Un grand chantier de simplification normative sera lancé pour alléger le poids des normes sur les collectivités.
- Les collectivités fragiles bénéficieront d'un accompagnement exceptionnel de l'État.

Justice Sociale et Fiscalité : Le projet de loi de finances vise à garantir une répartition équitable des efforts fiscaux.

- Des mesures fiscales ciblées sur les plus riches devraient rapporter 6,5 Md€.
- La réforme de l'abattement sur les pensions de retraite vise à rendre le système plus redistributif.
- Le soutien à la générosité des Français sera renforcé par des incitations fiscales pour les dons aux organismes d'intérêt général.

Réformes dans le Secteur de la Santé : Des réformes sont prévues pour améliorer l'accès aux soins et la gestion des dépenses de santé.

- La prise en charge des arrêts de travail sera réformée pour mieux contrôler les dépenses.
- Des mesures de responsabilisation des assurés seront mises en place, augmentant le reste à charge pour certains soins.
- Le projet de loi prévoit également des investissements pour moderniser les infrastructures hospitalières.

Accompagnement des Personnes en Situation de Handicap : Le projet de loi de financement prévoit des mesures pour améliorer l'accompagnement des personnes handicapées.

- La prise en charge intégrale des fauteuils roulants sera mise en œuvre à partir de décembre 2025.
- Un plan de création de 50 000 solutions d'accompagnement pour les personnes en situation de handicap est prévu d'ici 2030.
- La réforme de la tarification des établissements pour enfants handicapés vise à garantir une allocation équitable des ressources.

Réformes des Retraites et Équité : Des mesures sont proposées pour améliorer l'équité du système de retraite, notamment pour les femmes.

- La pension moyenne des femmes représente seulement 62% de celle des hommes, et des mesures visent à réduire cet écart.

- Le projet inclut des ajustements pour le cumul emploi-retraite afin de mieux cibler les bénéficiaires.
- Des réformes de la majoration des allocations familiales sont également prévues pour une meilleure efficacité des dépenses.

Habitat Intermédiaire et Autonomie des Personnes Âgées : L'habitat intermédiaire joue un rôle crucial dans la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées.

- Regroupe des solutions comme résidence autonomie, résidence services, habitat inclusif et habitat groupé.
- Permet aux personnes âgées de vivre à domicile dans un environnement sécurisé.
- Contribue à l'inclusion sociale et à la revitalisation des espaces ruraux ou péri-urbains.
- En 2026, 100 M€ supplémentaires seront alloués à l'habitat intermédiaire, dont 50 M€ pour 10 000 nouvelles places pour personnes âgées en perte d'autonomie.

Soutien Financier aux Départements : Le projet de loi vise à garantir le soutien financier aux départements pour l'accompagnement des personnes en perte d'autonomie.

- Prévoit une augmentation de 0,3 Md€ du soutien de la CNSA aux départements.
- Assure le maintien du taux de compensation des prestations malgré l'augmentation des dépenses.
- Met fin aux doubles financements entre l'allocation personnalisée d'autonomie et les indemnités d'assurance.

Redressement des Comptes de la Sécurité Sociale : Le déficit de la Sécurité sociale est en forte augmentation, atteignant 23 Md€ en 2025.

- Le déficit a doublé en deux ans, passant de 10,8 Md€ en 2023 à 23 Md€ en 2025.
- Les branches maladie et vieillesse sont les plus déficitaires, avec respectivement -17,2 Md€ et -6,3 Md€ en 2025.
- Des mesures sont prévues pour réduire le déficit à 17,5 Md€ en 2026.

Maîtrise des Dépenses d'Assurance Maladie : Le redressement des comptes de l'Assurance maladie est essentiel pour la soutenabilité financière.

- Les dépenses d'assurance maladie devraient progresser de 1,6 % en 2026.
- Des économies de 7,1 Md€ sont prévues, avec un objectif de baisse des prix des produits de santé de 1,6 Md€.
- Les soins de ville devraient progresser de 0,9 % et le financement des établissements de santé de 2,4 %.

Stabilisation des Prestations Sociales : La progression des dépenses sociales sera limitée à 1,6 % en 2026.

- Cette modération est due à la maîtrise des dépenses d'assurance maladie et à la réforme des retraites.
- Un gel des prestations sociales est prévu pour freiner leur évolution.
- Les pensions de retraite seront également soumises à une sous-indexation pour compenser le déséquilibre structurel.

Réduction des Niches Sociales : Le projet de loi propose de rationaliser les niches sociales pour améliorer l'efficacité.

- Une réduction des exonérations pour l'aide à la création d'entreprise (ACRE) est envisagée.
- Les exonérations pour les jeunes entreprises innovantes (JEI) seront révisées pour se concentrer sur les plus innovantes.
- Les compléments de salaire bénéficieront d'une contribution patronale de 8 %.

Financement de la Dette de la Sécurité Sociale : Des efforts supplémentaires seront nécessaires pour revenir à l'équilibre d'ici 2029.

- Le déficit global pourrait atteindre 33,7 Md€ sans mesures supplémentaires.
- Plus de 2 Md€/an de charges d'intérêt sont prévus pour la dette constituée entre 2024 et 2028.

Lutte Contre les Fraudes Sociales et Fiscales : Le projet de loi vise à renforcer les outils de lutte contre les fraudes aux finances publiques.

- En 2024, 20 Md€ de fraudes ont été détectées, dont 2,9 Md€ dans le champ social.
- Des mesures pour améliorer la détection et le recouvrement des fraudes sont mises en place.
- La coordination entre les administrations sera renforcée pour une action plus efficace.

Modernisation de l'Action Publique : Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères se concentre sur la modernisation de ses services.

- Un budget de 3,3 Md€ est prévu pour 2026, avec un accent sur la diplomatie culturelle et l'influence.
- La modernisation des services consulaires et la sécurité des Français à l'étranger sont des priorités.
- Des efforts seront faits pour renforcer la communication stratégique et lutter contre la désinformation.

Consolidation des moyens de l'administration : La France continue de renforcer les ressources de l'administration déconcentrée de l'État pour 2026.

- +50 ETP (Équivalents Temps Plein) prévus pour 2026.
- Augmentation de la masse salariale pour soutenir les services préfectoraux.
- 6 M€ supplémentaires pour les investissements immobiliers.
- Priorité donnée au numérique pour améliorer la résilience et l'innovation.

Pilotage efficace du ministère de l'Intérieur : Le ministère de l'Intérieur se modernise pour mieux répondre aux défis contemporains.

- Création de 50 emplois pour renforcer les inspecteurs du permis de conduire.
- Ré-internalisation des compétences clés, notamment dans le numérique.
- Missions du SG-CIPDR recentrées sur la prévention de la délinquance et la radicalisation.

Garantir les droits des citoyens lors des élections : Les élections municipales et sénatoriales de 2026 nécessitent un budget accru pour leur organisation.

- +200 M€ pour le programme « Vie politique » en raison des élections.
- Augmentation des crédits pour la CNCCFP pour moderniser les plateformes de contrôle des comptes de campagne.

Soutien à l'agriculture et à la forêt : L'État maintient son soutien aux secteurs agricole et forestier face aux défis climatiques.

- Crédits budgétaires de 3,8 Md€ pour 2026.
- Prorogation du dispositif de déduction pour épargne de précaution.
- 0,5 Md€ mobilisés pour co-financer des dispositifs de la PAC.

Aide publique au développement : La France renforce son engagement en matière d'aide internationale pour 2026.

- Crédits budgétaires de 3,7 Md€ pour la mission.
- 60 % des crédits destinés aux pays les plus vulnérables.
- Dispositif expérimental de prêt pour soutenir les entreprises françaises à l'international.

Financement de l'audiovisuel public : Le budget pour l'audiovisuel public est ajusté pour 2026 tout en préservant ses missions.

- Crédits de 3,88 Md€, soit une baisse de 71 M€ par rapport à 2025.
- Les entreprises de l'audiovisuel public doivent optimiser leurs dépenses et développer des ressources propres.

Cohésion des territoires : Le gouvernement maintient ses efforts pour l'accès au logement et l'égalité des territoires.

- Crédits budgétaires de 22,2 Md€ pour 2026.
- Augmentation de 110 M€ pour lutter contre le sans-abrisme.
- Soutien à la rénovation énergétique et à la production de nouveaux logements.

Conseil et contrôle de l'État : Les institutions de contrôle de l'État continuent de fonctionner avec un budget stabilisé.

- Crédits de 0,68 Md€, en légère diminution par rapport à 2025.
- Financement de la réforme indemnitaire des magistrats administratifs et financiers.

Soutien à la culture : Le budget pour la culture en 2026 vise à préserver le patrimoine et à favoriser l'accès à la culture.

- Crédits de 3,54 Md€ pour 2026.
- 1 Md€ pour la création artistique et le spectacle vivant.
- 1,1 Md€ pour la restauration du patrimoine.

Budget de la défense : Le budget de la défense augmente significativement pour faire face aux menaces sécuritaires.

- Crédits de 57,1 Md€, soit une hausse de 6,7 Md€ par rapport à 2025.
- Renforcement des effectifs de 830 nouveaux emplois.
- Augmentation de 31 % pour les grands programmes d'armement.

Direction de l'action du Gouvernement : Le budget pour la direction de l'action gouvernementale se stabilise tout en renforçant la sécurité.

- Crédits de 1,02 Md€ pour 2026.
- Augmentation des moyens pour la cybersécurité et la protection des droits.

Écologie et développement durable : Le budget pour l'écologie et les mobilités durables est renforcé pour 2026.

- Crédits de 22,94 Md€ pour la transition énergétique.
- 8,9 Md€ pour les infrastructures de transport.
- 650 M€ pour le fonds vert pour des projets écologiques.

Soutien à l'économie : Le budget pour l'économie vise à soutenir la compétitivité et la décarbonation des entreprises.

- Crédits de 3,5 Md€ pour 2026.
- 0,8 Md€ pour la compensation carbone.
- Maintien des ambitions pour le déploiement du plan Très Haut Débit.

Engagements financiers de l'État : Le budget pour les engagements financiers de l'État est principalement consacré à la charge de la dette.

- Crédits de 60,38 Md€ pour 2026.
- 59,28 Md€ pour la charge de la dette, en hausse de 4,61 Md€ par rapport à 2025.

Augmentation des moyens pour l'éducation : Le Pacte enseignant et d'autres initiatives visent à améliorer l'éducation et l'accompagnement des élèves.

- Le Pacte enseignant augmente le temps devant élèves avec des missions comme le remplacement de courte durée.
- À partir de 2025, les modalités du Pacte seront assouplies pour faciliter l'accompagnement des élèves.
- Les programmes scolaires de collège seront révisés, touchant les élèves de cinquième à partir de 2026.
- Les élèves en lycée professionnel recevront une allocation après leurs stages.
- 1 200 emplois d'accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) seront créés d'ici 2026, augmentant les effectifs de 70 % depuis 2017.

Renforcement de l'inclusion des élèves handicapés : Des mesures sont mises en place pour améliorer l'inclusion des élèves en situation de handicap.

- 300 postes supplémentaires seront créés pour les unités localisées pour l'inclusion scolaire (ULIS).
- Le nombre d'enseignants spécialisés en ULIS augmentera de 35 % d'ici 2026, permettant d'accueillir 119 000 élèves.
- 500 pôles d'appui à la scolarité (PAS) seront déployés d'ici 2025.

Modernisation des infrastructures éducatives : Des investissements sont prévus pour moderniser les infrastructures scolaires et administratives.

- 25 M€ seront alloués à Mayotte pour la construction scolaire en 2026.
- Les travaux pour regrouper les services d'administration centrale du ministère de l'Éducation nationale à Gentilly avanceront.
- La modernisation des systèmes d'information et la sécurité numérique du ministère se poursuivront.

Lutte contre la fraude et gestion des finances publiques : Des efforts sont déployés pour renforcer la lutte contre la fraude et améliorer la gestion financière.

- 8,23 Md€ sont alloués à la mission de gestion des finances publiques en 2026.
- La lutte contre les fraudes fiscales, sociales et douanières sera renforcée avec des redéploiements d'effectifs.
- La généralisation de la facturation électronique débutera en septembre 2026 pour les grandes entreprises.

Accroissement des capacités d'immigration et d'asile : Le budget pour l'immigration et l'asile est renforcé pour améliorer les capacités de traitement.

- 2,16 Md€ sont prévus pour la mission en 2026, avec un renfort de 50 ETP pour l'OFII et l'OFPPA.
- Une enveloppe de 66 M€ est consacrée à la mise en œuvre du Pacte européen sur la migration et l'asile.
- Les capacités des centres de rétention administrative seront augmentées de 41 %.

Investissements pour l'avenir de la France : Le plan France 2030 vise à transformer des secteurs clés de l'économie.

- 5,5 Md€ sont alloués pour soutenir le déploiement des crédits labellisés PIA 4 et France 2030.
- 610 M€ de souscriptions à des fonds d'investissements sont prévues, dont 150 M€ pour le Fonds national d'amorçage.
- 1,6 Md€ seront consacrés à la décarbonation de l'économie.

Renforcement des moyens pour la justice : Le budget de la justice est augmenté pour renforcer les effectifs et les investissements.

- 10,63 Md€ sont prévus pour la mission en 2026, avec un schéma d'emplois positif de +1 600 ETP.

Commune de Mondragon

- Les crédits d'investissement en immobilier et numérique s'élèvent à 0,9 Md€.
- L'aide juridictionnelle bénéficiera d'un nouveau droit de timbre pour soutenir le financement.

Soutien aux médias et à la culture : Des fonds sont alloués pour soutenir le pluralisme des médias et les industries culturelles.

- 0,69 Md€ sont prévus pour la mission en 2026, avec des aides à la modernisation de la presse.
- La Bibliothèque nationale de France recevra des fonds pour la construction de son pôle de conservation.
- Le soutien au livre et aux industries culturelles sera recentré sur le soutien à la filière.

Soutien aux anciens combattants et à la mémoire : Le budget pour les anciens combattants est maintenu pour assurer la solidarité nationale.

- 1,7 Md€ sont prévus pour la mission en 2026, avec un maintien des droits reconnus aux anciens combattants.
- 59 M€ seront alloués pour le droit à réparation des Harkis.
- La journée défense et citoyenneté sera généralisée en 2026.

Soutien aux territoires d'outre-mer : Des mesures sont mises en place pour soutenir le développement des territoires ultramarins.

- 2,8 Md€ sont prévus pour la mission en 2026, avec un accent sur les exonérations de cotisations sociales.
- 200 M€ seront consacrés à la reconstruction et à l'accompagnement des territoires touchés par des crises.
- Les contrats de convergence et de transformation continueront d'être déployés.

Renforcement des moyens pour la santé : Le budget de la santé est augmenté pour améliorer l'accès aux soins et la prévention.

- 1,67 Md€ sont prévus pour la mission en 2026, avec 1,2 Md€ pour l'aide médicale d'État.
- Le Ségur de l'investissement soutiendra la modernisation des hôpitaux.
- Des mesures de contrôle et de lutte contre la fraude seront renforcées.

Consolidation des mesures de sécurité : Le budget pour la sécurité intérieure est renforcé pour faire face aux menaces.

- 17,7 Md€ sont prévus pour la mission en 2026, avec une augmentation de 1 450 ETP.
- Les crédits de masse salariale incluront des mesures de rémunération pour les forces de sécurité.
- Des investissements seront réalisés pour moderniser les équipements et infrastructures des forces de sécurité.

Soutien à la solidarité et à l'égalité des chances : Le budget pour la solidarité vise à lutter contre la pauvreté et à soutenir les plus vulnérables.

- 29,48 Md€ sont prévus pour la mission en 2026, avec un accent sur les prestations sociales.
- La prime d'activité sera recentrée sur les travailleurs les plus modestes.
- L'aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales continuera d'être mise en œuvre.

Renforcement de la lutte contre la maltraitance : La France met en place des mesures pour renforcer la lutte contre la maltraitance, notamment par une nouvelle stratégie et un numéro d'assistance.

- La stratégie nationale de lutte contre les maltraitances s'étendra de 2024 à 2027.
- Un nouveau numéro de téléphone national pour les victimes et témoins sera lancé en 2026, fonctionnant 7j/7 et non traçable.
- Le service actuel géré par la Fédération 3977 sera remplacé.

Lutte contre la pauvreté et protection des enfants : Des fonds supplémentaires seront alloués pour soutenir les familles modestes et améliorer les services d'aide sociale.

- Augmentation de 5 M€ en 2026 pour le Pacte des solidarités, facilitant des repas à 1 € pour les enfants de familles modestes.
- Renforcement de l'aide alimentaire de 10 M€ pour soutenir les associations locales.
- 40 M€ seront investis pour améliorer la prise en charge dans les structures de l'aide sociale à l'enfance (ASE).
- 10 M€ supplémentaires seront consacrés à la stratégie nationale de prévention et protection de l'enfance.

Soutien au sport, à la jeunesse et à la vie associative : Le budget pour le sport et la jeunesse en 2026 est maintenu, avec un accent sur l'engagement des jeunes et le soutien aux associations.

- Budget total de 1,19 Md€ pour la mission « Sport, Jeunesse et Vie associative ».
- 465 M€ pour le service civique, accueillant 110 000 volontaires.
- 24,5 M€ pour le mentorat, avec plus de 160 000 jeunes accompagnés en 2024.
- 396 M€ pour l'Agence nationale du sport, dont 240 M€ de taxes affectées.

Préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques d'Hiver 2030 : Des investissements sont prévus pour assurer la bonne organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques d'Hiver 2030.

- 13,2 M€ pour la Société pour la livraison des ouvrages olympiques (SOLIDEO).
- 361,5 M€ d'autorisations d'engagement pour le comité d'organisation des Jeux.

Transformation et fonction publique : Des mesures sont mises en place pour moderniser l'administration publique et améliorer les conditions de travail des agents.

- Budget de 0,5 Md€ pour la mission de transformation publique.
- Création d'un établissement public national pour regrouper les instituts régionaux d'administration au 1er janvier 2026.

- 19 M€ pour une rente temporaire d'éducation pour les ayants droit des agents publics décédés.

Travail, emploi et administration des ministères sociaux : Le budget pour le travail et l'emploi est orienté vers l'insertion et la formation professionnelle.

- Budget de 17,4 Md€ pour la mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux ».
- Poursuite du soutien à l'apprentissage avec 2,2 Md€ pour les aides à l'embauche d'apprentis.
- Stabilisation des ressources de France Travail pour accompagner les demandeurs d'emploi, notamment les plus éloignés du marché du travail.
- 0,9 Md€ pour le plan d'investissement dans les compétences.

**BUDGET PRINCIPAL
DE LA COMMUNE
COMPTE ADMINISTRATIF SIMPLIFIÉ
2025**

ÉLÉMENTS BUDGÉTAIRES DE LA COMMUNE

BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE

COMPTE ADMINISTRATIF SIMPLIFIÉ 2025

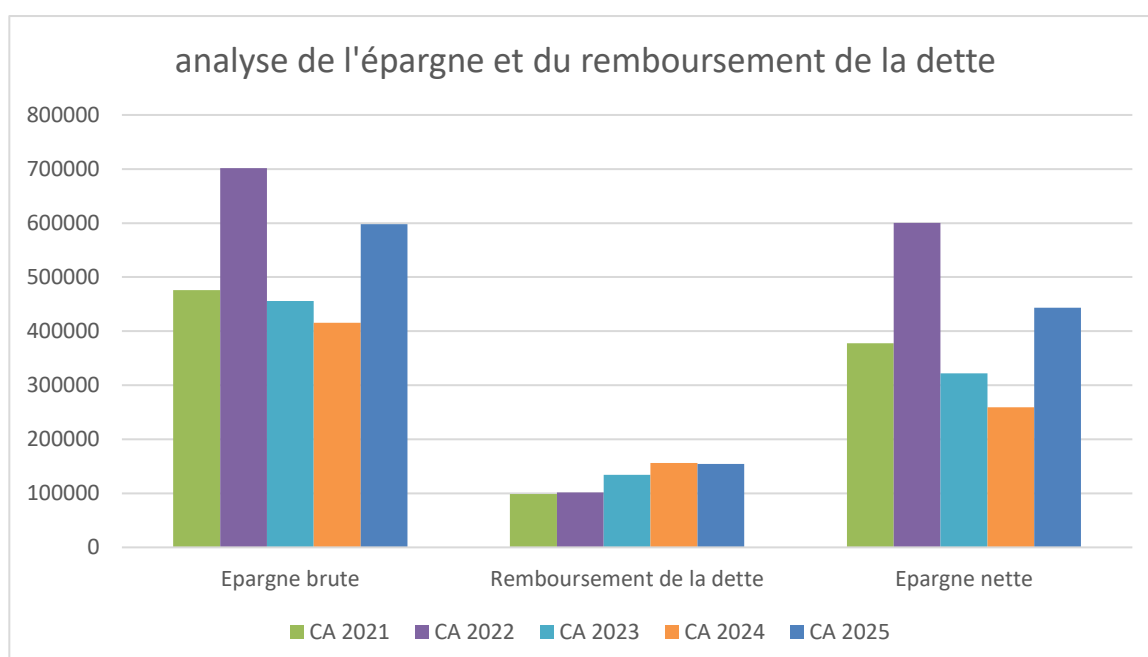
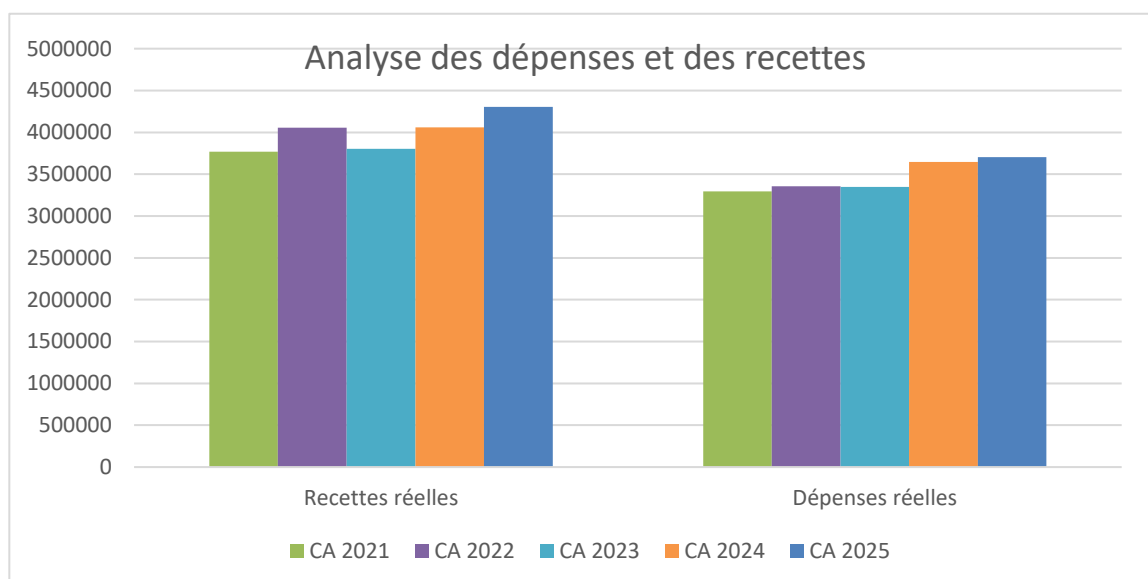
FONCTIONNEMENT	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
Opérations réelles 2025	3 704 836.34	4 697 352.96	
Opérations d'ordre	544 175.04	6 249.96	
Résultat de fonctionnement de l'exercice 2025	4 249 011.38	4 703 602.92	454 591.54
Report résultat 2024		1 158 879.46	
Résultat de fonctionnement avec report 2024	4 249 011.38	5 862 482.38	1 613 471.00
INVESTISSEMENT			
Opérations réelles 2025	1 893 882.73	599 656.23	
Opérations d'ordre	28 209.96	566 135.04	
Résultat Investissement de l'exercice 2025	1 922 092.69	1 165 791.27	- 756 301.42
Report résultat 2024		910 192.21	
Résultat investissement de l'exercice avec report 2024	1 922 092.69	2 075 983.48	153 890.79
Restes à réaliser à reporter n+1	811 500.00	663 207.84	5 598.63
Résultat cumulé 2025	6 982 604.07	8 601 673.70	1 619 069.63

❖ Le résultat 2025 laisse apparaître les reports suivants pour le Budget Primitif 2026 :

- Excédent de la section fonctionnement : 1 613 471.00€
- Excédent de la section d'investissement à reporter en 2026 à l'article 001 : 153 890.79€
- Affectation obligatoire au 1068 : 0.00€
- Excédent de la section fonctionnement à reporter en 2026 à l'article 002 : 1 613 471.00€

Analyse pluriannuelle du Compte Administratif de la commune

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025
Recettes réelles (Hors cessions)	3 443 806.65	3 769 228.27	4 055 558.26	3 802 875.68	4 061 295.93	4 302 512.96
Dépenses réelles	3 277 469.13	3 293 360.73	3 353 816.02	3 346 830.39	3 645 785.78	3 704 836.34
Epargne brute	166 337.52	475 867.54	701 742.24	456 045.29	415 510.15	597 676.62
Remboursement du capital de la dette	124 635.33	98 448.10	101 604.45	134 233.40	156 313.20	154 096.15
Epargne nette	41 702.19	377 419.44	600 137.79	321 811.89	259 196.95	443 580.47



SECTION DE FONCTIONNEMENT

« RÉALISÉ » EXERCICE 2025

DÉPENSES

RECETTES

SYNTHESE DES DÉPENSES

RÉALISÉ EXERCICE 2025

(Montant des dépenses par chapitre)

Situation budgétaire au 5 janvier 2026.

011 - Charges à caractère général :

(Eau, électricité, fournitures diverses, téléphone, entretien terrains, bâtiments, frais de nettoyage, transport, frais d'affranchissement...)

1 181 698.50 € (2024 = 1 215 117.71 €)

012 - Charges de personnel :

(Cotisations, rémunérations...)

2 063 993.05 € (2024 = 1 987 977.46€)

65 – Autres charges de gestions courantes

(Indemnités, frais de missions, cotisation de retraite, formation, service incendie...)

396 590.44 € (2024 = 363 468.79€)

*Conformément aux articles L. 2123-24-1-1 et L. 5211-12-1 du CGCT chaque année les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) établissent « un état présentant l'ensemble des indemnités de toute nature, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant dans leur conseil, au titre de tout mandat ou de toutes fonctions exercées en leur sein ». **Annexe 1***

66 – Charges financières (intérêts des emprunts) :

57 554.35 € (2024 = 78 208.21€)

67 – Charges exceptionnelles :

(Titre annulé sur exercice antérieur)

5 000.00 € (2024 = 0.00€)

68 – Dotation aux provisions et dépréciation des actifs :

0€ (2024 = 1 013.61 €)

014 – Atténuation de produits :

(Exonération taxes jeunes agriculteurs, FPIC, DILICO)

0 € (2024 = 0.00€)

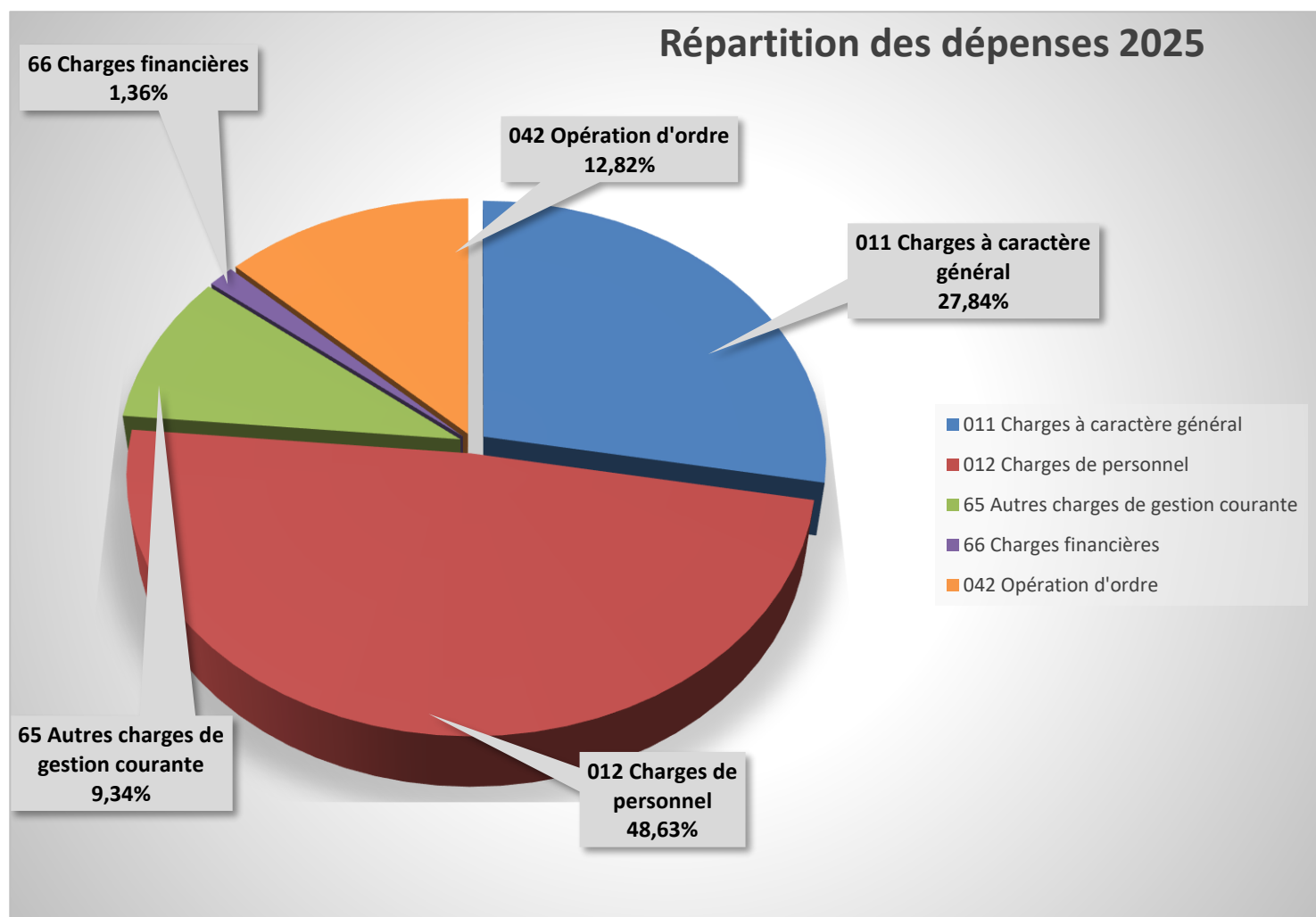
042 – Opération d'ordre :

(Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles, plus et moins-value)

544 175.04€ (2024 = 785 121.81€)

TOTAL

4 249 011.38 €



SYNTHESE DES RECETTES

RÉALISÉ EXERCICE 2025

(Montant des recettes par chapitre)
Situation budgétaire au 5 janvier 2025.

002 – Résultat de fonctionnement :

1 158 879.46 € (2024 = 819 874.33 €)

013 – Atténuation des charges

(Remboursement)

11 010.65 € (2024 = 28 195.20 €)

042 – Opération d'Ordre :

6 249.96 € (2024 = 50 273.79 €)

70 – Produits des services :

Redevances, produit de service, MAD, convention de gestion.

295 428.10 € (2024 = 336 826.83 €)

73 – Impôts et Taxes :

834 842.06 € (2024 = 691 126.06 €)

731 – Fiscalité locale

2 233 356.73 € (2024 = 2 286 196.66€)

74 – Dotations et Participations :

Dotation de fonctionnement versée par l'état, CAF, MSA

400 108.58 € (2024 = 524 132.93 €)

75 – Revenus des immeubles :

499 495.61 € (2024 = 182 598.40 €)

76 – Produits Financiers :

14 346.80 € (2024 = 12 219.85 €)

77 – Produits exceptionnels :

Produit de cession.

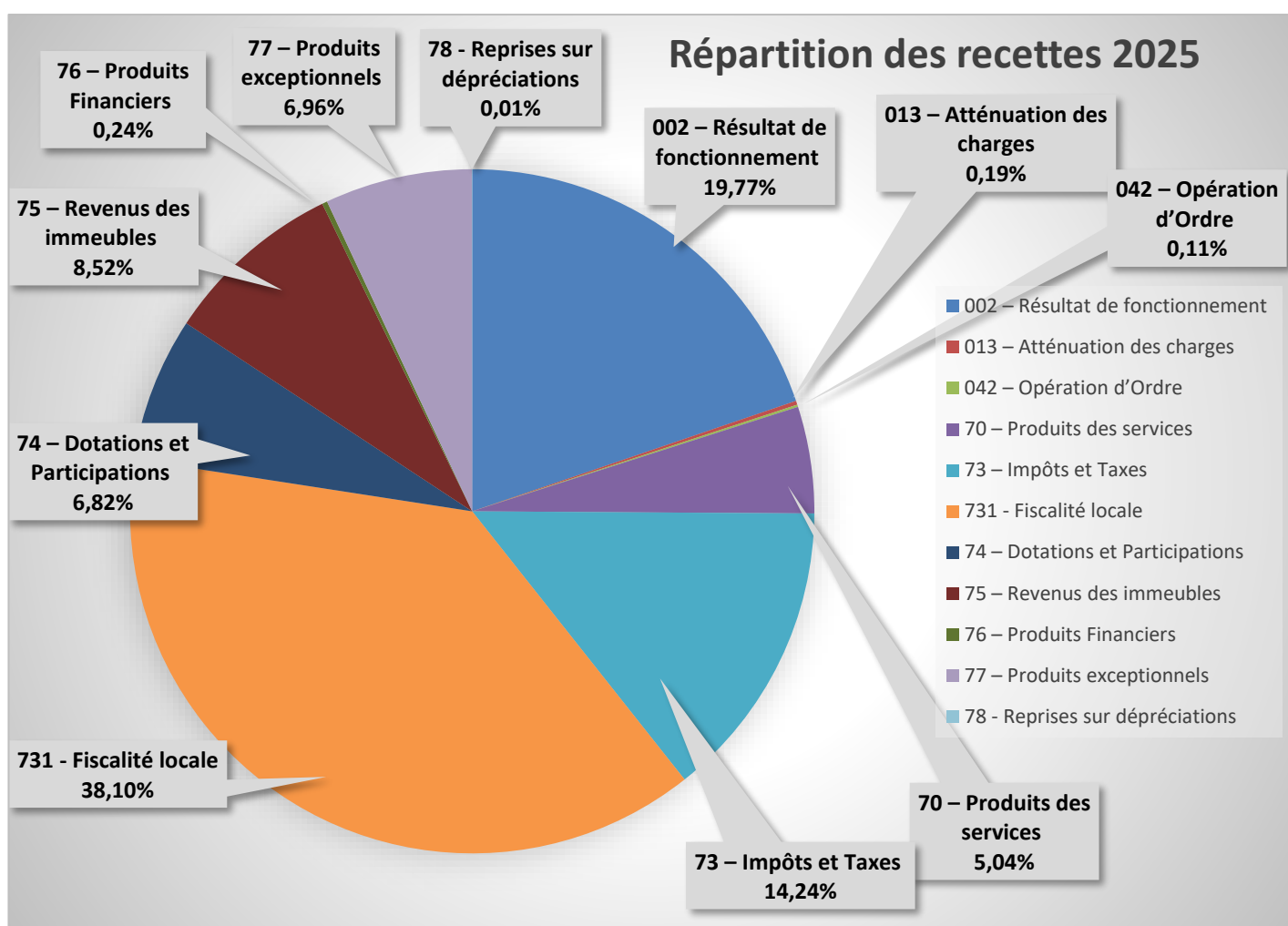
407 888.73 € (2024 = 643 928 €)

78 – Reprise sur dépréciations et provisions :

875.70 € (2024 = 0.00 €)

TOTAL

5 862 482.38 €



SECTION D'INVESTISSEMENT

« RÉALISÉ » EXERCICE 2025

DÉPENSES

RECETTES

TRAVAUX RÉALISÉS DÉPENSES

<u>MATÉRIEL POLICE MUNICIPALE</u> (Vidéosurveillance ...)	21 990.80 €
<u>MATÉRIEL MAIRIE</u> (mobilier, matériel, informatique)	8 435.47 €
<u>MATÉRIEL ECOLE</u> (informatique)	16 090.99 €
<u>CIMETIÈRE</u>	1 800.00 €
<u>MATÉRIEL SERVICES TECHNIQUES</u>	2 989.17 €
<u>ETUDES GIRATOIRE RD907</u>	44 826 .00 €
<u>TRAVAUX BÂTIMENTS MUNICIPAUX</u>	297 726.95 €
<u>TRAVAUX BÂTIMENT MAIRIE</u>	1 543.20 €
<u>TRAVAUX VOIRIE</u>	340 439.40 €
<u>TRAVAUX RÉSEAU</u>	32 664.94 €
<u>PLAN DE GESTION DE L'ÎLE VIEILLE</u>	268 318.74 €
<u>AMÉNAGEMENT PATATIN</u> (classe forêt- sécurisation accès)	21 996.00 €
<u>ÎLOT FAURITTE</u>	6 192.00 €
<u>CONSTRUCTION MAISON DE SANTÉ</u>	621 546.97 €
<u>ANNEXE MSP</u>	10 704.00 €
<u>AMÉNAGEMENT PISTE MIXTE</u>	270.00 €
<u>TRAVERSÉE RN7</u>	29 278.14 €
<u>EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉS</u>	158 062.80 €
<u>ACQUISITIONS IMMOBILIÈRES</u>	0.00 €
<u>REVERSEMENT TAXE D'AMENAGEMENT CCRLP</u>	8 842.52 €
<u>OPÉRATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS</u>	6 249.96 €
<u>OPÉRATIONS D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION (ÉTUDE)</u>	21 960.00 €
TOTAL	1 921 928.05 €

SYNTHESE DES RECETTES D'INVESTISSEMENT

RÉALISÉ EXERCICE 2025

(Montant des recettes par chapitre)

Situation budgétaire au 5 janvier 2025.

10 - Fonds de Compensation TVA

218 392.80 € (2024 = 196 746.62 €)

- Taxe d'aménagement

35 253.63 € (2024 = 93 863.38 €)

- Excédent de fonctionnement capitalisé

0.00 € (2024 = 502 873.05 €)

13 – Subvention d'investissement

(Subvention CCRLP, CAF, CD84 construction ALSH)

335 216.39 € (2024 = 979 396.54 €)

16 – Emprunt et dettes assimilés

(Retenue de garantie location, emprunt)

10 793.41 € (2024 = 1 500 520.00 €)

40 – Opérations d'ordre de transfert entre section

(Amortissement, Plus et moins-value, sortie d'inventaire)

544 175.04 € (2024 = 785 926.81 €)

Résultat reporté exercice N-1 910 192.21 €

TOTAL

2 075 983.48 €

Commune de Mondragon

Des restes à réaliser (RAR) 2025 seront à intégrer

dans le Budget Primitif 2026 comme suit :

Concernant les recettes : 663 207.84 €

Tiers	Compte	Libellé	Montant
Total chapitre 13			
Subvention Etat	1321	Fonds verts Îlot Fauritte et MSP	152 708.00€
Subvention Région	1322	FRAT 2024 – Construction MSP	250 000.00€
CCRLP	13251	Alsh – Plan de gestion	32 487.69€
Département	1345	Amendes de Police 2025	9 662.50€
DETR	13461	DETR Îlot Fauritte - vidéosurveillance	106 390.01€
Autres fonds	1348	FNADT MSP	111 959.64€

Concernant les dépenses : 811 500.00 €

Nature	Compte	Libellé	Montant
Total chapitre 20			
Frais d'études	2031	Etude aménagement giratoire RD 907	4 000.00€
Total chapitre 21			
Terrains	2111	Acquisition BOUISSONNADE	50 000.00€
Equipement des cimetières	21316	Colombarium	11 000.00€
Autres agencements	2138	Îlot Fauritte	390 000.00€
Autres matériels et outillages	215738	Outillage service technique	17 000.00€
Matériel scolaire	21831	Informatique scolaire	1 000.00€
Matériels autres	21838	Informatique	2 500.00€
Mobilier scolaire	21841	Mobilier scolaire	10 000.00€
Autres mobiliers	21848	Mobiliers autres	5 000.00€
Autres immobilisations	2188	Autres mobiliers	15 000.00€
Total chapitre 23			
Construction	2315	Programme voirie	306 000.00 €

Détails des Restes à Réaliser *en Annexe 3.*

ÉTAT DE LA DETTE

Commune de Mondragon

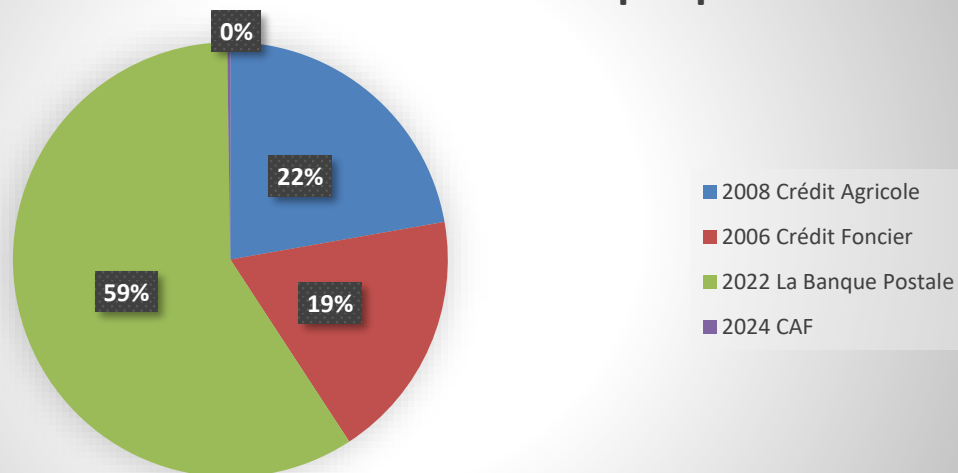
Capacité de désendettement de la collectivité :

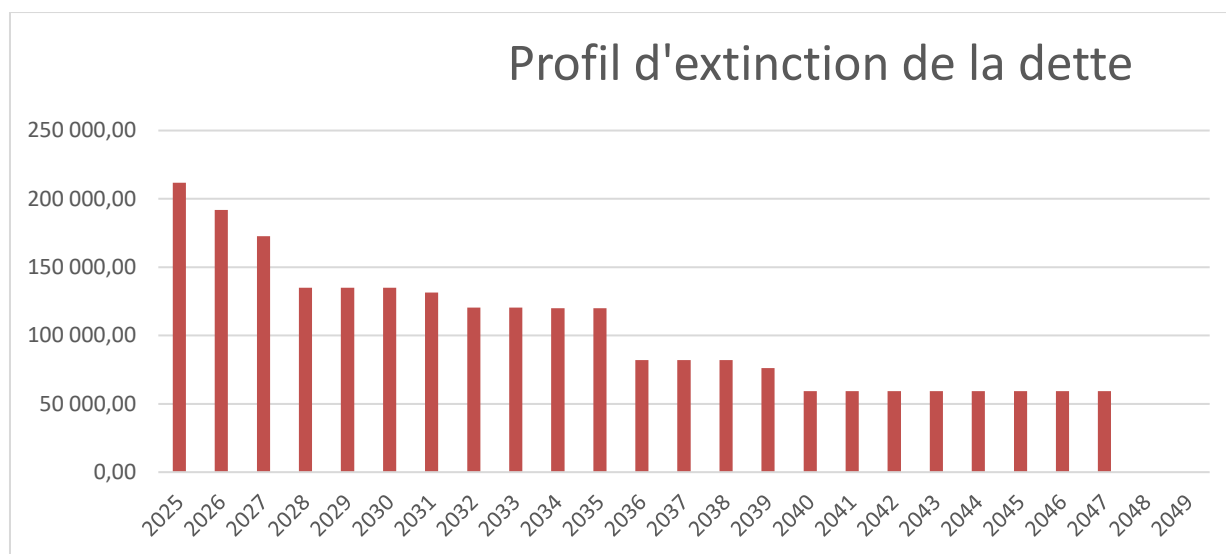
4 827 583.30 € (en cours de la dette) / 622 168.26 € (épargne brut) = 7.75 ans

Budget Principal :

Année de prise d'effet	Organisme	Objet de l'emprunt	Capital restant dû au 1 ^{er} janvier 2026
2006	Crédit Foncier	STADE	312 989.07 €
2008	Crédit Agricole	RESTAURANT SCOLAIRE	69 958.61 €
2012	Crédit Agricole	RESIDENCE PEYRAFEUX	19 068.08 €
2019	Crédit Agricole	PMU	285 711.94 €
2022	La Banque Postale	TRAVAUX PISTE RD 907 - CASERNE	919 187.84 €
2023	La Banque Postale	CAMION IVECO	75 058.84 €
2024	CAF	ALSH	4 000.00 €
TOTAL			1 685 974.38 €

Répartition de l'encours de la dette par prêteur





SECTION DE FONCTIONNEMENT

PERSPECTIVES 2026

DÉPENSES

RECETTES

SYNTHESE DES DÉPENSES PRÉVISIONNELLES 2026

EXERCICE 2026 - (Montant des dépenses par chapitre)

011 - Charges à caractère général : 1 200 350.00 €

012 - Charges de personnel : 2 177 700.00 €
(Cotisations, rémunérations...)

65 – Autres charges de gestions courantes : 1 281 998.38 €
(Indemnités, frais de missions, cotisation de retraite, formation, service incendie, transfert aux budgets annexes...)

*Conformément aux articles L. 2123-24-1-1 et L. 5211-12-1 du CGCT chaque année les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) établissent « un état présentant l'ensemble des indemnités de toutes natures, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant dans leur conseil, au titre de tout mandat ou de toutes fonctions exercées en leur sein ». **Annexe 2***

66 – Charges financières : 51 819.43 €
(Intérêts des emprunts)

Les intérêts d'emprunts baissent du fait du transfert de l'emprunt Sénioriale vers son budget annexe.

67 – Charges exceptionnelles : 2 000.00 €

68 – Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs : 1 000.00 €

014 – Atténuation de produits : 209 000.00 €

042 – Opérations d'ordre : 150 000.00 €

023 – Transfert investissement : 227 090.24 €

TOTAL DES DÉPENSES PRÉVISIONNELLES 2026 : 5 300 958.05 €

SYNTHESE DES RECETTES PRÉVISIONNELLES 2026

EXERCICE 2026 - (Montant des recettes par chapitre)

013 – Atténuation des charges	20 000.00 €
<i>(Remboursement assurance statutaire)</i>	
 70 – Produits des services	 264 500.00 €
<i>(Redevances, produit de service, remboursement des mises à disposition du personnel, convention de gestion...)</i>	
 73 – Impôts et Taxes (AC, DSC, FNGIR)	 680 000.00
La baisse de 200 000€ par rapport à 2024 correspond au nom report de la DSC	
 731 – Fiscalité locale	 2 205 000.00 €
L'augmentation du chapitre 731 correspond à la prise en compte au plus juste des taxes locales	
 74 – Dotations et Participations	 196 000.00 €
<i>Dotation de fonctionnement versé par l'état, CAF ...</i>	
 75 – Revenus des immeubles (Loyers, reversement Budget Lotissement)	 217 047.45 €
La baisse du chapitre 75 est due au transfert du résultat du budget Lotissement vers le budget principal réalisé en 2025.	
 77 – Produits exceptionnels	 1 000.00 €
<i>Mandat annulé sur exercice antérieur.</i>	
 042 – Opérations d'ordre entre section	 103 939.60 €
<i>(Travaux en régie)</i>	
 002 – Résultat reporté	 1 613 471.00 €
 TOTAL DES RECETTES PRÉVISIONNELLES 2026 :	 5 300 958.05 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

PERSPECTIVES 2026

DÉPENSES

RECETTES

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PRÉVISIONNELLES 2026

❖ <u>20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>	11 000.00 €
❖ <u>21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>	954 512.28 €
❖ <u>23 IMMOBILISATION EN COURS</u>	1 060 000.00 €
❖ <u>16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉS</u>	142 456.99 €
❖ <u>40 OPÉRATION D'ORDRE ET TRANSFERT ENTRE SECTIONS</u>	103 939.60 €

TOTAL DES DÉPENSES PRÉVISIONNELLES 2026 : 2 271 908.87 €

RECETTES D'INVESTISSEMENT PRÉVISIONNELLES 2026

❖ <u>13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</u>	720 927.84 €
❖ <u>10 FONDS DIVERS</u>	330 000.00 €
❖ <u>16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉS</u>	690 000.00 €
❖ <u>40 OPÉRATIONS D'ORDRE ET TRANSFERT ENTRE SECTIONS</u>	150 000.00 €
❖ <u>024 PRODUITS DE CESSIONS</u>	0.00 €
❖ <u>021 VIREMENTS SECTION FONCTIONNEMENT</u>	227 090.24 €
❖ <u>001 RÉSULTAT REPORTÉ</u>	153 890.79 €

TOTAL DES RECETTES PRÉVISIONNELLES 2026 : 2 271 908.87 €

BUDGET ANNEXE
RÉSIDENCE SÉNIORIALE
COMPTE ADMINISTRATIF SIMPLIFIÉ
2025

BUDGET ANNEXE : RESIDENCE SENIORIALE

COMPTE ADMINISTRATIF SIMPLIFIÉ 2025

FONCTIONNEMENT	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
Opérations réelles 2025	78 331.31		
Opérations d'ordre			
<i>Résultat d'exploitation de l'exercice 2025</i>	78 331.31	0.00	- 78 331.31
Report résultat 2024	15 015.00		
Résultat de fonctionnement avec report 2024	93 346.31	0.00	-93 346.31
INVESTISSEMENT	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
Opérations réelles 2025	2 461 144.26	829 256.42	
Opérations d'ordre	37 900.00	37 900.00	
<i>Résultat Investissement de l'exercice 2025</i>	2 499 044.26	867 156.42	-1 631 887.84
Report résultat 2024		1 232 272.73	
Résultat investissement de l'exercice avec report 2024	2 499 044.26	2 099 429.15	-399 615.11
RAR à reporter n+1	407 000.00	406 516.93	-400 098.18
<i>Résultat cumulé 2025 pour information</i>	2 682 309.57	2 189 261.5	-493 129.12

Résultat 2025 à affecter au BP 2026 :

002 =	-93 346.31
1068 =	0.00
001 =	-399 615.11

Le résultat 2025 laisse apparaître les reports suivants pour le BP 2026 :

- Déficit de la section de fonctionnement -93 346.31 €
- Déficit de la section d'investissement -399 615.11 €

Affectation obligatoire en investissement (résultat investissement + RAR) 0.00 €

ÉTAT DE LA DETTE

Année de prise d'effet	Organisme	Objet de l'emprunt	Capital restant dû au 1 ^{er} janvier 2026
2024	La Banque Postale	SENIORIALE	1 454 870.49 €
TOTAL			1 454 870.49 €

BUDGET ANNEXE RÉSIDENTENCE SÉNIORIALE

SECTION DE FONCTIONNEMENT

PERSPECTIVES 2026

DÉPENSES

RECETTES

SYNTHESE DES DÉPENSES PRÉVISIONNELLES 2026

EXERCICE 2026 - (Montant des dépenses par chapitre)

001 - Résultat N-1	93 346.31 €
011 - Charges à caractère général :	29 800.00 €
012 - Charges de personnel : <i>(Cotisations, rémunérations...)</i>	43 816.00 €
65 – Autres charges de gestion courante : <i>(Indemnités, frais de missions, cotisation de retraite, formation, service incendie...)</i>	10 000.00 €
66 – Charges financières : <i>(Intérêts des emprunts)</i>	56 932.51 €
042 – Opération d'ordre de transfert entre section	306.00 €
023 – Virement à la section d'investissement :	777 215.56 €
TOTAL DES DÉPENSES PRÉVISIONNELLES 2026 :	1 011 416.38 €

SYNTHESE DES RECETTES PRÉVISIONNELLES 2026

EXERCICE 2026 - (Montant des recettes par chapitre)

70 – Produits des services :	15 000.00 €
75 – Produits de gestion courante : <i>(Participation du budget principal, loyers...)</i>	996 416.38 €
TOTAL DES RECETTES PRÉVISIONNELLES 2026 :	1 011 416.38 €

**BUDGET ANNEXE
RÉSIDENCE SÉNIORIALE**

**SECTION
D'INVESTISSEMENT**

PERSPECTIVES 2026

DÉPENSES

RECETTES

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PRÉVISIONNELLES 2026

❖ <u>21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>	20 000.00 €
--	-------------

Dont 20 000.00 € de RAR

❖ <u>23 IMMOBILISATION EN COURS</u>	1 160 000.00 €
--	----------------

Dont 387 000.00 € de RAR

❖ <u>16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉS</u>	37 738.75 €
---	-------------

❖ <u>041 OPERATION D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION</u>	11 591.65 €
---	-------------

Reprise avance sur travaux

❖ <u>45811 OPERATION POUR COMPTE DE TIERS</u>	316 684.63 €
--	--------------

❖ <u>001 RESULTAT REPORTE</u>	399 615.11 €
--------------------------------------	--------------

TOTAL DES DÉPENSES PRÉVISIONNELLES 2026 : 1 945 630.14 €

RECETTES D'INVESTISSEMENT PRÉVISIONNELLES 2026

❖ <u>13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</u>	140 391.30 €
---	--------------

Fonds de concours dont 89 832.30 € de RAR

❖ <u>16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉS</u>	382 756.37 €
---	--------------

Avance commune

❖ <u>23 TRAVAUX EN COURS</u>	316 684.63 €
-------------------------------------	--------------

Reprise des travaux pour refacturation CCRLP

❖ <u>040 OPERATION D'ORDRE ENTRE SECTION</u>	306.00 €
---	----------

❖ <u>041 OPERATION D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION</u>	11 591.65 €
---	-------------

Reprise avance sur travaux

❖ <u>45812 OPERATION POUR COMPTE DE TIERS</u>	316 684.63 €
--	--------------

Dont 316 684.63 € de RAR

❖ <u>021 VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</u>	777 215.56 €
--	--------------

TOTAL DES RECETTES PRÉVISIONNELLES 2025 : 1 945 630.14 €

BUDGET ANNEXE
ASSAINISSEMENT
COMPTE ADMINISTRATIF SIMPLIFIÉ
2025

BUDGET ANNEXE :
ASSAINISSEMENT

COMPTE ADMINISTRATIF SIMPLIFIÉ 2025

EXPLOITATION	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
Opérations réelles 2025	78 228.19	102 719.83	
Opérations d'ordre	91 819.90	27 149.26	
<i>Résultat d'exploitation de l'exercice 2025</i>	170 048.09	129 869.09	- 40 179.00
Report résultat 2025		92 110.58	
Résultat de fonctionnement avec report 2023	170 048.09	221 979.67	51 931.58
INVESTISSEMENT	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
Opérations réelles 2025	870 175.17	786 940.00	
Opérations d'ordre	27 149.26	91 819.90	
<i>Résultat Investissement de l'exercice 2025</i>	897 324.43	878 759.90	-18 564.53
Report résultat 2025	25 011.89		
Résultat investissement de l'exercice avec report 2024	922 336.32	878 759.90	-43 576.42
RAR à reporter n+1			-43 576.42
<i>Résultat cumulé 2025 pour information</i>	1 092 384.41	1 100 739.57	8 355.16

Résultat 2025 à affecter au BP 2026 :		
002 =	8 355.16	
1068 =	43 576.42	
001 =	-43 576.42	

Le résultat 2025 laisse apparaître les reports suivants pour le BP 2026 :

- Excédent de la section d'exploitation 51 931.58 €
- Déficit de la section d'investissement -43 576.42 €

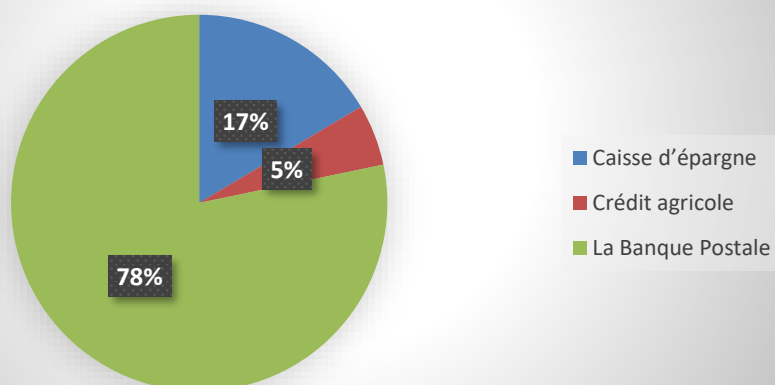
Affectation obligatoire en investissement (résultat investissement + RAR) 43 576.42 €

 **Excédent d'exploitation à reporter en 2026 8 355.16 €**

ÉTAT DE LA DETTE ASSAINISSEMENT

Année de prise d'effet	Organisme	Objet	Capital Restant dû au 1 ^{er} janvier 2026
2019	Caisse d'épargne	EXTENSION ASSAINISSEMENT ET STEP	277 839.13 €
2020	Crédit agricole	TRAVAUX ASSAINISSEMENT CNR	88 875.42 €
2021	La Banque Postale	REHABILITATION STEP ET BEAL	255 159.68 €
2023	La Banque Postale	EXTENSION BOISSOUTEYRAND	378 424.08 €
2024	La Banque Postale	EXTENSION BOISSOUTEYRAND T2	686 440.12 €
TOTAL			1 686 738.43 €

Répartition de l'encours de la dette par prêteur



Profil d'extinction de la dette



**BUDGET ANNEXE
ASSAINISSEMENT
SECTION DE
FONCTIONNEMENT**

PERSPECTIVES 2026

DÉPENSES

RECETTES

SYNTHESE DES DÉPENSES PRÉVISIONNELLES 2026

EXERCICE 2026 - (Montant des dépenses par chapitre)

011 - Charges à caractère général : **10 133.48 €**

012 - Charges de personnel : **2 000.00 €**
(Cotisations, rémunérations...)

65 – Autres charges de gestion courante : **18 000.00 €**

Ces dépenses correspondent essentiellement à la participation pour le reversement des eaux usées sur la STEP de la Croisière.

66 – Charges financières : **51 486.09 €**
(Intérêts des emprunts)

68 – Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs : **100.00 €**

042 – Opérations d'ordre : **91 819.90 €**

023 – Transfert investissement : **10 464.95 €**

TOTAL DES DÉPENSES PRÉVISIONNELLES 2026 : **184 004.42 €**

SYNTHESE DES RECETTES PRÉVISIONNELLES 2026

EXERCICE 2026 - (Montant des recettes par chapitre)

70 – Produits des services	140 000.00 €
<i>(Redevances branchement particuliers et reversement SAUR.)</i>	
74 – Dotations et Participations	8 500.00 €
<i>Subvention d'équipement AERMC</i>	
<i>Mandat annulé sur exercice antérieur.</i>	
042 – Opérations d'ordre entre section	27 149.26 €
<i>(Amortissement subvention)</i>	
002 – Résultat reporté	8 355.16 €
TOTAL DES RECETTES PRÉVISIONNELLES 2025 :	184 004.42 €

**BUDGET ANNEXE
ASSAINISSEMENT
SECTION
D'INVESTISSEMENT

PERSPECTIVES 2026**

DÉPENSES

RECETTES

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PRÉVISIONNELLES 2026

❖ <u>23 IMMOBILISATION EN COURS</u>	2 296.12 €
❖ <u>16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉS</u>	72 839.47 €
❖ <u>40 OPÉRATION D'ORDRE ET TRANSFERT ENTRE SECTIONS</u>	27 149.26 €
❖ <u>001 RÉSULTAT REPORTÉ</u>	43 576.42 €

TOTAL DES DÉPENSES PRÉVISIONNELLES 2026 : 145 861.27 €

RECETTES D'INVESTISSEMENT PRÉVISIONNELLES 2026

❖ <u>1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE</u>	43 576.42 €
❖ <u>40 OPERATIONS D'ORDRE ET TRANSFERT ENTRE SECTIONS</u>	91 819.90 €
❖ <u>021 VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</u>	10 464.95 €

TOTAL DES RECETTES PRÉVISIONNELLES 2026 : 145 861.27 €

BUDGET ANNEXE
LOTISSEMENT « LES TERRASSES
DE PEYRAFEUX »
COMPTE ADMINISTRATIF SIMPLIFIÉ
2025

BUDGET ANNEXE :
LOTISSEMENT LES TERRASSES DE PEYRAFEUX

COMPTE ADMINISTRATIF SIMPLIFIÉ 2025

EXPLOITATION	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
Opérations réelles 2025	306 682.63		
Opérations d'ordre	40 672.20		
<i>Résultat d'exploitation de l'exercice 2025</i>	347 354.83	0.00	-347 354.83
Report résultat 2024		568 192.76	
Résultat de fonctionnement avec report 2024	347 354.83	568 192.76	220 837.93
INVESTISSEMENT	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
Opérations réelles 2025			
Opérations d'ordre		40 672.20	
<i>Résultat Investissement de l'exercice 2025</i>	0.00	40 672.20	40 672.20
Report résultat 2024	290 962.68		
Résultat investissement de l'exercice avec report 2024	290 962.68	40 672.20	-250 290.48
Résultat cumulé 2025	638 317.51	608 864.96	-29 452.55

Le résultat 2025 laisse apparaître les reports suivants pour le BP 2026 :

- Excédent de la section d'exploitation 220 837.93 €
- Déficit de la section d'investissement 250 290.48 €

BUDGET ANNEXE
LOTISSEMENT « LES TERRASSES
DE PEYRAFEUX »
SECTION DE
FONCTIONNEMENT

PERSPECTIVES 2026

DÉPENSES

RECETTES

SYNTHESE DES DÉPENSES PRÉVISIONNELLES 2026

EXERCICE 2026 - (Montant des dépenses par chapitre)

65 – Autres charges de gestion courante :	43 047.45 €
<i>Cette dépense correspond au reversement sur le budget principal.</i>	
042 – Opérations d'ordre : (Ecriture de stock)	37 646.15 €
023 – Transfert investissement :	212 644.33 €
TOTAL DES DÉPENSES PRÉVISIONNELLES 2026 :	293 337.93 €

SYNTHESE DES RECETTES PRÉVISIONNELLES 2026

EXERCICE 2026 - (Montant des recettes par chapitre)

70 – Produits des services (Prévision vente parcelle)	72 500.00 €
002 – Résultat reporté	220 837.93 €
TOTAL DES RECETTES PRÉVISIONNELLES 2026 :	293 337.93 €

BUDGET ANNEXE
LOTISSEMENT « LES TERRASSES
DE PEYRAFEUX »
SECTION
D'INVESTISSEMENT
PERSPECTIVES 2026

DÉPENSES

RECETTES

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PRÉVISIONNELLES 2026

❖ <u>001 RÉSULTAT REPORTÉ</u>	250 290.48 €
-------------------------------	--------------

TOTAL DES DEPENSES PRÉVISIONNELLES 2026 : 250 290.48 €

RECETTES D'INVESTISSEMENT PRÉVISIONNELLES 2026

❖ <u>021 VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</u>	212 644.33 €
---	--------------

❖ <u>40 OPÉRATIONS D'ORDRE ET TRANSFERT ENTRE SECTIONS</u>	37 646.15 €
--	-------------

TOTAL DES RECETTES PRÉVISIONNELLES 2026 : 250 290.48 €

ANNEXE 1

État des indemnités des élus pour l'année 2025

<i>Réalisé du 01 janvier au 31 décembre 2025</i>	<i>Indemnités brutes - Commune</i>	<i>Indemnités brutes - CCRLP</i>	<i>Indemnités brutes - RAO</i>	<i>Frais de représentation - Commune</i>
<i>Maire - Christian PEYRON</i>	22 789.08		14 565.96	2 574.00
<i>1^{er} Adjoint - Benoit SANCHEZ</i>	6 111.40	10 669.32		
<i>Adjointe au Maire - Marie-Andrée ALTIER</i>	6 111.40			
<i>Adjointe au Maire - Francette BALBI</i>	6 111.40			
<i>Adjointe au Maire - Josette BERNARD</i>	6 111.40			
<i>Adjoint au Maire - Jean LEBEGUE</i>	6 111.40			
<i>Adjoint au Maire - Guy MARCHAND</i>	6 111.40			
<i>Adjoint au Maire - Patrice MARSEILLES</i>	6 111.40			
<i>Conseiller municipal délégué - Nicolas AIME</i>	3 748.68			
<i>Conseiller municipal délégué - Patrice CHARLES</i>	3 748.68			
<i>Conseillère municipale déléguée - Aurélie GARCIA</i>	3 748.68			
<i>Conseillère municipale déléguée - Nadine GILET</i>	3 748.68			
<i>Conseillère municipale déléguée - Bruna ROMANINI</i>	3 748.68			
<i>Conseillère municipale déléguée - Céline ROS</i>	3 748.68			
<i>Conseiller municipal délégué - Jean-François TRAMIER</i>	3 748.68			
<i>Conseiller municipal délégué - Yannick TRUC</i>	3 748.68			
<i>Conseillère municipale déléguée - Virginie VICENTE</i>	3 748.68			

ANNEXE 2

État prévisionnel des indemnités des élus 2026

(01/01/2026 au 31/03/2026)

<i>Prévision du 01 janvier au 31 décembre 2026</i>	<i>Indemnités brutes - Commune</i>	<i>Indemnités brutes - CCRLP</i>	<i>Indemnités brutes - RAO</i>	<i>Frais de représentation - Commune</i>
<i>Maire - Christian PEYRON</i>	<i>5 697.27</i>		<i>3 641.49</i>	<i>1000</i>
<i>1^{er} Adjoint - Benoit SANCHEZ</i>	<i>1 527.84</i>	<i>2 667.33</i>		
<i>Adjointe au Maire - Marie-Andrée ALTIER</i>	<i>1 527.84</i>			
<i>Adjointe au Maire - Francette BALBI</i>	<i>1 527.84</i>			
<i>Adjointe au Maire - Josette BERNARD</i>	<i>1 527.84</i>			
<i>Adjoint au Maire - Jean LEBEGUE</i>	<i>1 527.84</i>			
<i>Adjoint au Maire - Guy MARCHAND</i>	<i>1 527.84</i>			
<i>Adjoint au Maire - Patrice MARSEILLES</i>	<i>1 527.84</i>			
<i>Conseiller municipal délégué - Nicolas AIME</i>	<i>937.17</i>			
<i>Conseiller municipal délégué - Patrice CHARLES</i>	<i>937.17</i>			
<i>Conseillère municipale déléguée - Aurélie GARCIA</i>	<i>937.17</i>			
<i>Conseillère municipale déléguée - Nadine GILET</i>	<i>937.17</i>			
<i>Conseillère municipale déléguée - Bruna ROMANINI</i>	<i>937.17</i>			
<i>Conseillère municipale déléguée - Céline ROS</i>	<i>937.17</i>			
<i>Conseiller municipal délégué - Jean-François TRAMIER</i>	<i>937.17</i>			
<i>Conseiller municipal délégué - Yannick TRUC</i>	<i>937.17</i>			
<i>Conseillère municipale déléguée - Virginie VICENTE</i>	<i>937.17</i>			

ANNEXE 3

DÉTAIL DES RESTES À RÉALISER

R.A.R 2025 – SECTION D'INVESTISSEMENT DÉPENSES

✓ Etude Giratoire RN7	4 000.00 €
✓ Acquisition terrains	50 000.00 €
✓ Colombarium cimetière	11 000.00€
✓ Aménagement Îlot Fauritte	390 000.00 €
✓ Matériel services techniques	17 000.00 €
✓ Matériels informatique écoles	1 000.00 €
✓ Matériels informatique autres	2 500.00 €
✓ Mobilier école	10 000.00 €
✓ Mobilier divers	5 000.00 €
✓ Autres immobilisations	15 000.00 €
✓ Programme voirie	306 000.00 €
✓ Total des Restes à Réaliser.....	811 500.00 €
✓ Mobilier Sénioriale	5 000.00 €
✓ Autres immobilisation Sénioriale	15 000.00 €
✓ Construction Sénioriale	387 000.00 €

R.A.R 2025 – SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES

✓ Fonds Verts aménagement Ilot Fauritte	142 280.00 €
✓ Fonds verts Aménagement MSP	10 428.00 €
✓ FRAT 2024 Aménagement MSP	250 000.00 €
✓ Plan de gestion (CCRLP)	32 487.69 €
✓ Amende de police 2025 aménagement giratoire	9 662.50 €
✓ DETR 2024 vidéosurveillance	6 409.00 €
✓ DETR 2025 Ilot Fauritte	99 981.01 €
✓ FNADT 2023 Aménagement MSP	111 959.64 €
✓ Total des Restes à Réaliser.....	663 207.84 €
✓ Fond de concours Sénioriale	89 832.30 €
✓ Convention CCRLP Sénioriale	316 684.63 €